

Amnesty a ajouté Mbonimpa sur la liste des "personnes en danger"

RFI, 23-08-2014 Burundi : Pierre Claver Mbonimpa prisonnier de conscience selon Amnesty Le militant des droits de l'homme au Burundi et président de l'Aprodh (Association pour la protection des droits humains et des personnes détenues) a été ajouté à la liste des «personnes en danger» par l'organisation internationale. Pierre Claver Mbonimpa a été arrêté le 15 mai dernier, accusé d'atteinte à la sûreté de l'Etat et usage de faux pour avoir demandé des enquêtes sur les allégations d'enlèvements de jeunes Burundais en République démocratique du Congo. Amnesty International a lancé une campagne pour obtenir sa libération.

Amnesty International a lancé une campagne pour obtenir la libération de Pierre Claver Mbonimpa. Pour Tom Gibson, chercheur d'Amnesty International pour le Burundi, le militant des droits de l'homme est incarcéré pour un délit d'opinion : « Nous demandons la libération de Pierre Claver Mbonimpa. Pour nous, c'est un prisonnier d'opinion. Il est en prison pour avoir exercé sa liberté de conscience et d'opinion. Ce que nous faisons, c'est que nous organisons une véritable campagne pour faire pression sur les autorités burundaises pour obtenir sa libération immédiate et sans condition. Nous allons essayer de donner plus de visibilité à son cas. L'objectif, c'est de permettre à la communauté internationale et aux activistes étrangers de comprendre à quel point ce cas est important pour qu'ils fassent pression. Parce que la communauté internationale peut faire plus, faire des communiqués pour demander sa libération, elle peut aussi en parler au gouvernement burundais de manière plus régulière. Il y a eu quelques déclarations, mais elle peut faire plus, elle peut se montrer plus ferme. Nous disons que c'est un prisonnier d'opinion parce que nous ne croyons pas qu'il y ait des accusations crédibles contre lui. C'est pour ça que nous demandons sa libération immédiate ».